



CHAPITRE 90

Loi concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens

[Sanctionnée le 23 mars 1944]

CHAPTER 90

An Act respecting the estate of the late Marguerite Claire Stephens

[Assented to, the 23rd of March, 1944]

Préambule.

ATTENDU que William J. Hyde, comptable agréé, domicilié en la cité de Westmount, Kenneth Seymour Barnes, financier, et Malcolm Campbell Oswald, courtier, ces derniers domiciliés dans la cité de Montréal, tous trois agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires de la succession de feu Marguerite Claire Stephens, épouse de Luigi Falchi, avec le consentement exprès de la Société Canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux, corporation légalement constituée, (1869, 32 Victoria, chapitre 81), ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, ont par leur pétition représenté:

Que par son testament olographe et un codicille faits à Montréal, les 16 mars 1929 et 26 juillet 1929, respectivement, et dûment vérifiés par jugement de la Cour supérieure, le 27 mars 1930, dame Marguerite Claire Stephens a nommé son frère, George Washington Stephens, comme son seul exécuter avec pouvoirs d'agir au-delà de l'an et jour;

Que la testatrice a nommé pour agir comme exécuteurs testamentaires et fiduciaires après le décès de George Washington Stephens, Montreal Trust Company, William J. Hyde et Norman Gregor Guthrie, C.R., avec tous les pouvoirs donnés à son frère, et, pour assurer la continuité d'exécution de ses dispositions

WHEREAS William J. Hyde, chartered accountant, domiciled in the city of Westmount, Kenneth Seymour Barnes, financier, and Malcolm Campbell Oswald, stock broker, both domiciled in the city of Montreal, the three of them acting in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late Marguerite Claire Stephens, wife of Luigi Falchi, have, with the express consent of The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, corporation duly incorporated (1869, 32 Victoria, chapter 81), and having its principal place of business in the city and district of Montreal, by their petition, represented:

That by her holograph will and codicil made in Montreal, respectively on the 16th of March, 1929, and 26th of July, 1929, and duly proved and probated in the same city, by judgment of the Superior Court, on the 27th of March, 1930, Dame Marguerite Claire Stephens appointed her brother, George Washington Stephens, as her sole executor with powers extended beyond the year and day;

That the testatrix appointed as testamentary executors and trustees, after the decease of George Washington Stephens, the Montreal Trust Company, William J. Hyde and Norman Gregor Guthrie, K.C., with all powers given her brother, and to assure the continuity of the execution of her testamentary dispositions,

testamentaires, a prescrit que les exécuteurs testamentaires et fiduciaires en office, et à leur défaut, un juge de la Cour supérieure, devraient voir à remplir toute vacance subséquente;

Que l'exécuteur testamentaire, George Washington Stephens, est décédé le 6 février 1942 et que des personnes désignées par la testatrice pour lui succéder, seul William J. Hyde a accepté la charge, Norman Gregor Guthrie ayant prédécédé George Washington Stephens, et Montreal Trust Company ayant renoncé à la charge, par acte de renonciation passé à Montréal, le 23 juin 1942, devant Me Hyman Ernest Herschorn, sous le numéro 11723 de ses minutes;

Que les deux autres exécuteurs testamentaires et fiduciaires actuellement en office, ont été nommés comme suit:—Kenneth Seymour Barnes, par jugement rendu à Montréal, le 28 juillet 1942, par l'honorable juge Édouard Fâbre Surveyer, juge de la Cour supérieure, et Malcolm Campbell Oswald, par acte notarié fait et passé à Montréal, le 28 septembre 1942, devant Me Hyman Ernest Herschorn, sous le numéro 11785 de ses minutes, à la demande de William J. Hyde et Kenneth Seymour Barnes susdits;

Qu'aux termes du testament susdit, la testatrice laissa l'usufruit de tous ses biens mobiliers et immobiliers autres que ceux faisant l'objet de legs particuliers, à son frère, George Washington Stephens, avec pleins pouvoirs d'administrer, d'emprunter pour le paiement des droits successoraux sur les legs particuliers, de vendre et de faire des placements nonobstant les restrictions prescrites par la loi, mais a stipulé une prohibition d'aliéner une propriété immobilière située dans les comtés de St-Maurice et Maskinongé, dans la province de Québec, et décrite au testament, sous le nom de propriété du Lac à l'Eau Claire;

Qu'en ce qui concerne cette propriété du Lac à l'Eau Claire, la testatrice a exprimé le désir qu'elle fût conservée à perpétuité comme refuge pour gibier, et que les revenus de sa succession soient d'abord employés pour l'entretien et l'amélioration de ce refuge et de ses bâtiments, le

directed that the testamentary executors and trustees in office, and in their default, a judge of the Superior Court, should make the appointment to any subsequent vacancy;

That George Washington Stephens then testamentary executor, died on the 6th of February, 1942, and of the named persons designated by the testatrix to succeed him, only William J. Hyde accepted the office, Norman Gregor Guthrie having predeceased George Washington Stephens, and the Montreal Trust Company having renounced the office, according to an act of renunciation passed in Montreal, on the 23rd of June, 1942, before Maître Hyman Ernest Herschorn, under number 11723 of his records;

That the two other testamentary executors and trustees actually in office have been appointed as follows:—Kenneth Seymour Barnes, by judgment rendered in Montreal, on the 28th of July, 1942, by the Honourable Mr. Justice Édouard Fâbre Surveyer, Judge of the Superior Court, and Malcolm Campbell Oswald, by notarial act done and passed in Montreal, on the 28th of September, 1942, before Maître Hyman Ernest Herschorn, under number 11785 of his records, at the instance of William J. Hyde and Kenneth Seymour Barnes aforesaid;

That according to the terms of the above will, the testatrix left the usufruct of all her estate, real and personal, not otherwise especially bequeathed, to her brother, George Washington Stephens, with full powers to administer, to borrow for the payment of the succession duties on the special legacies, to sell and to invest, without the restrictions prescribed by the law, but stipulated a prohibition to alienate an immoveable property situated in the counties of St. Maurice and Maskinongé, in the Province of Quebec, and described in the will under the name of the property of Lac à l'Eau Claire;

That, in reference to this property of Lac à l'Eau Claire, the testatrix expressed the wish that it be forever conserved as a game sanctuary, and that the income of her estate be used primarily for the maintenance and development of this sanctuary, its buildings, salaries of guardian,

salaire du gardien, etc., le tout sous la direction dudit William J. Hyde moyennant une rémunération annuelle de deux mille dollars;

Que la testatrice a ordonné aux exécuteurs testamentaires et fiduciaires succédant à son frère, George Washington Stephens, de payer dans les douze mois qui suivraient le décès de ce dernier, une somme de cent mille dollars à ladite Société Canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux;

Qu'advenant l'impossibilité pour les exécuteurs testamentaires et fiduciaires, d'exécuter les conditions du testament, la testatrice léguait tous les biens de sa succession à ladite Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux;

Que les biens de la succession consistaient principalement en un lot de 5,251 actions ordinaires de The Stephens Estate Realities Limited, ayant au moment du décès de la testatrice, une valeur aux livres de trois cent neuf mille huit cent neuf dollars, et que comme le testament ne donnait aucun pouvoir aux exécuteurs d'emprunter pour les fins ci-après mentionnées, lesdites actions durent être vendues en mai 1939, pendant que George Washington Stephens remplissait la charge d'exécuteur testamentaire et était usufruitier à titre universel, aux fins de régler la réclamation de l'époux de la testatrice, Luigi Falchi, contre sa succession;

Que l'actif successoral actuel se compose de ladite propriété immobilière du Lac à l'Eau Claire et de certains autres immeubles de valeur minime;

Que le passif actuel de la succession se compose de certain legs particuliers encore dus, s'élevant à la somme de cent cinq mille, cinq cent vingt-huit dollars, et de réclamations s'élevant à la somme de cinquante-sept mille huit cent six dollars et quatre-vingt trois cents;

Qu'en 1930, le total des revenus de la succession s'élevait à la somme de douze mille huit cent cinquante-six dollars et vingt-neuf cents, mais au moment de la vente des 5,251 actions communes de The Stephens Estate Realities Limited, ces revenus avaient été réduits à quatre

etc., the whole under the management of the said William J. Hyde at a yearly remuneration of two thousand dollars;

That the testatrix directed that her testamentary executors and trustees succeeding her brother, George Washington Stephens, should, within twelve months of the death of the latter, give an amount of one hundred thousand dollars to the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals;

That the testatrix also directed that the whole estate should be bequeathed to the said Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, should it become impossible for the testamentary executors and trustees to carry out the conditions of the will;

That the assets of the estate consisted principally of a block of 5,251 common shares of The Stephens Estate Realities Limited, of a book value at the time of the testatrix's death of three hundred and nine thousand eight hundred and nine dollars, and, as there was no power in the will enabling the executors to borrow for the purpose hereinafter mentioned, said shares had to be sold in May, 1939, during the office of George Washington Stephens, the then testamentary executor and universal usufructuary, for the purpose of disposing of the contentions of the testatrix's husband, Luigi Falchi, against her estate;

That the present assets of the estate consist of the aforesaid immoveable property at Lac à l'Eau Claire and certain other immoveable properties of minor value;

That the present liabilities of the estate consist of special legacies due and unpaid of an amount of one hundred and five thousand five hundred and twenty-eight dollars and claims amounting to fifty-seven thousand eight hundred and six dollars and eighty-three cents;

That the revenues from the whole estate amounted in 1930 to twelve thousand eight hundred and fifty-six dollars and twenty-nine cents, but at the time of the disposal of the aforesaid 5,251 common shares of The Stephens Estate Realities Limited, the revenues had dimin-

mille sept cent seize dollars et soixante et quinze cents, et, actuellement, ils ne sont plus que de mille huit cent vingt-trois dollars et cinquante cents;

Que les dépenses actuelles, sans tenir compte de la rémunération annuelle de deux mille dollars stipulée en faveur de William J. Hyde, excèdent maintenant les revenus et que le déficit de revenu pour l'année 1942 est de neuf cent vingt-quatre dollars et quatre-vingt quatre cents;

Qu'il est évident que les revenus de la succession ne permettent plus l'exécution du désir exprimé par la testatrice d'aménager et entretenir la propriété du Lac à l'Eau Claire comme refuge pour gibier, et que de plus, en fait, ils représentent moins que le montant fixé comme rémunération annuelle du gérant de cette propriété;

Que le legs particulier de cent mille dollars à la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux aussi bien que le legs particulier de cinq mille dollars à R. J. Innes, maintenant échus et exigibles, n'ont pas été et ne peuvent être payés;

Que la succession est exposée à une liquidation forcée à la demande des créanciers et légataires particuliers, et que telle liquidation non seulement annulerait le droit de rachat du principal actif original de la succession, soit les 5,251 actions ordinaires de The Stephens Estate Realities Limited en mai 1944, mais empêcherait aussi le paiement des dettes ordinaires et des legs et l'exécution du désir de la testatrice d'aménager et entretenir la propriété du Lac à l'Eau Claire, et que de plus, elle serait ruineuse pour la succession et rendrait définitivement impossible le paiement du legs résiduaire universel à ladite Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux;

Qu'à moins de mesures spéciales prises immédiatement, il ne pourra être donné suite à aucun des désirs ni à aucune des volontés de la testatrice;

Que, dans les circonstances, l'unique manière possible d'exécuter la volonté de la testatrice, consiste à vendre la propriété du Lac à l'Eau Claire, mais que

ished to four thousand seven hundred and sixteen dollars and seventy-five cents, and, at the present time, are only one thousand eight hundred and twenty-three dollars and fifty cents;

That the actual expenditures, without taking in account the yearly remuneration of two thousand dollars stipulated for William J. Hyde, are now in excess of revenue and the deficit of operations for the year 1942 is nine hundred and twenty-four dollars and eighty-four cents;

That it is evident that the revenue of the estate does not permit the execution of the wish expressed by the testatrix to develop and maintain as a game sanctuary, the property of Lac à l'Eau Claire, and is furthermore, and is in fact, less than the amount fixed as yearly remuneration for the manager of such property;

That the particular legacy of one hundred thousand dollars to The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, as well as the particular legacy of five thousand dollars to R. J. Innes, which are past due and demandable, have not been and cannot be satisfied;

That the estate is in danger of a forced liquidation at the instance of creditors and particular legatees and that such liquidation would not only cancel the right of redemption of the original main asset of the estate, that is: the 5,251 common shares of The Stephens Estate Realities Limited in May, 1944, but would also prevent the payment of ordinary debts and legacies and the carrying out of the testatrix's wish to maintain and develop the property at Lac à l'Eau Claire, and further would be ruinous for the estate and would definitely render impossible the payment of the residuary universal legacy directed to be paid to the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals;

That unless special steps are taken immediately, none of the wishes and directions of the testatrix will be carried out;

That, in the circumstances, the only possible manner of carrying out the will of the testatrix will be to sell the property of Lac à l'Eau Claire, but that such sale

telle vente ne peut être effectuée sans l'autorisation de la Législature;

Qu'advenant telle vente et l'acceptation par ladite Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux du legs universel résiduaire, le rachat de ce qui constituait originairement l'actif principal de la succession, soit les 5,251 actions ordinaires de The Stephens Estate Realities Limited, pourra se faire, et qu'il serait alors disposé en même temps du legs particulier de cent mille dollars, et que la disposition subsidiaire léguant le résidu de la succession à ladite Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux pourrait être mise à effet;

Que d'un autre côté, advenant telle vente et le refus par la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux, du legs universel résiduaire, la possibilité de payer les dettes aussi bien que les legs particuliers, serait grandement améliorée et facilitée;

Que les meilleurs intérêts de ladite Société pour empêcher les cruautés envers les animaux, qui n'est pas une corporation commerciale, mais une société de bienfaisance, exigent qu'elle conserve comme administrateurs et fiduciaires de ce legs universel résiduaire, ceux présentement en office ou qui pourraient être ultérieurement nommés conformément aux dispositions testamentaires de feu Marguerite Claire Stephens, avec pleins pouvoirs d'administration et d'aliénation et le droit de recevoir une rémunération annuelle juste et équitable; et

Attendu qu'il convient et qu'il est conforme aux désirs et aux intentions véritables de la testatrice de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les exécuteurs testamentaires et fiduciaires ou successeurs dûment nommés en la manière prescrite par le testament de dame Marguerite Claire Stephens fait en la cité de Montréal, le 16 mars 1929, avec codicille fait au même endroit, le 26 juillet 1929, et dûment vérifiés dans le

cannot be made without the authorization of the Legislature;

That, in the event of such a sale being made and the acceptance by the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals of the residuary universal legacy, it would make possible the redemption of what was originally the main asset of the estate, namely: the 5,251 common shares of The Stephens Estate Realities Limited, and it would dispose, at the same time, of the particular legacy of one hundred thousand dollars, and the subsidiary direction to bequeath the residue of the estate to the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals could be effected;

That on the other hand, in the event of such a sale being made, the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals refusing to accept the residuary universal legacy, the possibility of payment of the debts as well as of the particular legacies would be greatly improved and facilitated;

That it is in the best interests of the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals which is not a commercial corporation, but a benevolent society, to retain, as administrators and trustees of this residuary universal legacy, the testamentary executors and trustees appointed or who might hereafter be appointed under the will of the late Marguerite Claire Stephens, with full powers of administration and alienation, for which they shall be entitled to receive a just and fair remuneration annually; and

Whereas it is expedient and conforms to the true wish and intent of the testatrix to grant the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The testamentary executors and trustees or successors appointed in the manner prescribed in the will of Dame Marguerite Claire Stephens made at the city of Montreal, on the 16th of March, 1929, with codicil made at the same place on the 26th of July, 1929, and duly

Vente de propriété autorisée.

Sale of property authorized.

district de Montréal, le 27 mars 1930 par la Cour supérieure de la province de Québec, sous le numéro 114 de ses dossiers, nonobstant toute disposition à ce contraire dans toute loi ou dans ledit testament, sont, par les présentes, autorisés à vendre la propriété décrite sous le nom de Propriété du Lac à l'Eau Claire située dans les comtés de Saint-Maurice et de Maskinongé, dans la province de Québec.

probated in the district of Montreal, on the 27th of March, 1930, by the Superior Court of the Province of Quebec, under number 114 of the records thereof, notwithstanding anything to the contrary in any law or in the said will, are hereby authorized to sell the property described under the name of property of Lac à l'Eau Claire situated in the counties of St. Maurice and Maskinongé, in the Province of Quebec.

Adminis-
tration de
propriété
par fidu-
ciaires.

2. Advenant la vente et l'acceptation par la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux, de Montréal, du legs universel résiduaire, lesdits exécuteurs testamentaires et fiduciaires ou leurs successeurs dûment nommés en la manière prescrite par ledit testament, continueront tant et aussi longtemps qu'il y aura quelques biens à administrer, à agir pour le compte de ladite Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux, comme administrateurs et fiduciaires de tels biens, avec pouvoir de faire tous actes d'administration et d'aliénation s'y rapportant, et notamment et sans restriction de vendre, acheter, détenir des biens meubles ou immeubles et d'emprunter sur hypothèque ou autrement, et de faire des placements de deniers sans être soumis aux restrictions imposées par la loi, et pour chacune de ces fins, de faire, exécuter et signer tous actes nécessaires et avec tous autres pouvoirs qui pourront leur être subséquemment donnés par la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux, de Montréal, le tout, moyennant une rémunération annuelle juste et équitable.

2. The said testamentary executors and trustees or their successors appointed in the manner prescribed in the said will, in the event of this sale and the acceptance of the residuary universal legacy by The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, of Montreal, shall, so long as there will be any property to administer, continue to act for the aforesaid Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, as administrators and trustees of such property, with powers to do all acts of administration and alienation in connection therewith and, particularly and without limitation, to sell, buy and hold moveables or immoveables and to borrow upon hypothec or otherwise, and to invest any moneys without being subject to the restrictions prescribed by law, and, for each of these purposes, to do, execute, and sign all acts necessary, and with all further powers which may subsequently be given to them by The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals, of Montreal, for which they shall be entitled to receive a just and fair remuneration annually.

Adminis-
tration of
property
by trus-
tees.

Paiement
des frais.

3. Tous les honoraires, frais et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi seront supportés par la succession de dame Marguerite Claire Stephens.

3. The estate of Dame Marguerite Claire Stephens shall pay all fees, costs and disbursements incurred for the passing of this act.

Costs of
this act.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.